



SYNDICAT CGT DES TERRITORIAUX DE LA VILLE DE SAINT-ETIENNE

Quand démagogie et posture électoraliste font exploser la colère !

Les dernières semaines ont été riches en informations, en déclarations et en décisions. La décision des juges en charge du suivi des mises en examen de Monsieur le maire, ont poussées ce dernier à adopter une posture prétendument volontariste en matière d'engagement pour les usagers.

En premier lieu pour les habitants du centre-ville et des commerçants avec la décision d'augmenter les effectifs et de quadrupler les machines auto-laveuses immédiatement et ce jusqu'en juillet minimum.

Augmenter les effectifs ? Dans quelle mesure ? Sur quelles missions ?

Quadrupler les auto-laveuses ? Quelles sont les modalités retenues pour y parvenir ?

- Option 1 : on achète, mais il y a jusqu'à deux ans d'attente pour recevoir les véhicules en question
- Option 2 : on loue, et on fait payer aux usagers un poids financier supplémentaire sans aucun retour d'investissement puisque les véhicules n'appartiendront pas à la collectivité
- Option 3 : on mobilise le parc existant en utilisant les véhicules dédiés aux secteurs périphériques du centre-ville.

On constate donc que ces prises de position ne sont finalement que des effets d'annonces visant à invisibiliser les effets dévastateurs de sa politique.

A commencer par la politique de gestion des déchets et de propreté. La mobilisation exceptionnelle des agents de la collecte des déchets de SEM et leurs revendications étaient justes et demeurent aujourd'hui des premières réponses à apporter.

Ce que dénonçait ces agents était les conséquences des décisions de Monsieur PERDRIAU. Comment ne pas être choqué du communiqué de ce dernier et des propositions qu'il a formulé à cette occasion pour « sortir de la crise » et « agir en responsabilité politique ».

Monsieur PERDRIAU a simplement proposé de revenir sur ce qu'il avait lui-même mis en place !

Rappelons-nous tout de même que :

- Il a tout d'abord supprimé la BEP (Brigade Environnement Proximité) il y a quelques temps, une trentaine d'agents dédiés à veiller au respect des règles en matière de gestion des déchets, des dépôts sauvages d'ordures et d'incivilités
- Il a décidé de réduire les accès aux déchèteries via la mise en place des QR codes, venant ainsi gravement impacter la salubrité en raison des décharges sauvages qui se sont multipliées
- Face à cela il a communiqué aux habitants que la ville était mobilisée pour renforcer le nettoyage et ramasser l'ensemble des encombrants posés aux bas des habitations et lieux de vie

La boucle est ainsi bouclée, puisque les agents de la BEP censés veiller au bons usages et règles de vie collectives ne sont plus.

Décidément : quel grand visionnaire !

Dans le communiqué de « propositions de sortie de crise » durant la mobilisation des agents de la collecte des déchets, Monsieur PERDRIAU explique que la différence de la prime SMAF pour travaux dangereux entre les cantonniers et les agents de la collecte à SEM est injuste et qu'il convient de la modifier sans délais afin que les agents de la collecte bénéficient du même traitement.

Oui mais.... Non seulement il s'agit là d'une décision qu'il a prise lui-même puisqu'il n'était pas encore en retrait de la présidence de SEM à cette époque, mais il passe sous silence le scandale de la différence de régime indemnitaire entre les agents de SEM et ceux de la ville de Saint-Étienne qu'il a volontairement mis en place lors du passage au RIFSEEP.

Rendons-nous compte : sur des fonctions, des sujétions, des niveaux d'expertise et d'un engagement professionnel équivalent, il y a une différence de 300€ à 500€ en défaveur des agents de la ville de Saint-Étienne.

Vous ne rêvez pas ! Monsieur PERDRIAU, grand défenseur des politiques territoriales cohérentes et toujours vent debout contre toutes formes d'injustices a bel et bien pris ces décisions en connaissances de cause.

Voilà où mène une politique basée sur la démagogie, le populisme et centrée sur sa carrière personnelle.

Ce communiqué de Monsieur PERDRIAU, ajouté à ces dernières déclarations électorales expliquant que la ville ne rencontrait aucun problème financier fait exploser la colère qui grondait depuis longtemps chez les agents territoriaux de Saint-Étienne. Ils ne comprennent pas ces décisions passées et ce scandale de différence de traitement aussi important pour des métiers aux classifications identiques. Pourquoi les agents de la direction Cadre de Vie, des EHPAD et résidences autonomes, des Sports, de l'éducation, de la petite enfance, de la culture, de la direction relation citoyenne, et tous les autres, doivent-ils toucher entre 300€ et 500€ de moins par mois ? Qu'est ce qui peut aujourd'hui venir justifier l'injustifiable ?

Jusqu'à présent, Monsieur le maire expliquait que la collectivité avait des difficultés financières pour ne pas répondre à ces attentes légitimes. Quel sera son prochain « pseudo argument » pour ne pas rémunérer de la même manière des agents qui œuvrent quotidiennement au bien vivre des Stéphanoises et Stéphanois ?

Face à la colère grandissante, Madame JODAR, Adjointe au Personnel, a répondu à nos sollicitations en expliquant que Monsieur le maire avait « passer une commande d'étude d'impact à la RH ». Nous demandons à connaître le cadre de cette étude et les objectifs liés à cette « commande ».

Madame Cyrine MAKHLOUF, très présente sur les réseaux sociaux, explique que « les avancées sociales pour les agents sont pour le mois de juin ». Quelles sont-elles ? Et pourquoi ne pas répondre à notre syndicat dans le cadre du préavis de grève déposé pour le mois de mai sur ces sujets ?

Une colère légitime grandie chez les agents de la ville de Saint-Étienne. Le syndicat CGT des territoriaux de la ville de Saint-Étienne exige des actes sans délais afin de rétablir les agents de la ville de Saint-Étienne dans leur dignité et leur octroyer un régime indemnitaire équivalent à SEM.

Les intimidations internes faites à l'encontre de certains de nos syndiqué(e)s ne nous feront pas plier ! Au contraire, celles-ci viennent renforcer notre détermination à défendre les agents de la collectivité et les missions de services publics qu'ils assurent quotidiennement.

En l'absence d'ouverture de réelles négociations, un mouvement de grève d'ampleur pourrait voir le jour avec des conséquences notables pour chacune et chacun.

**STOP à la politique fiction ! STOP à la démagogie et aux postures électorales !
Pour toutes et tous : des actes !**